

# Influences françaises et ontariennes sur l'éducation agricole nord-américaine

Jeannine Roy-Poirier

Volume 10, Number 1, 1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/900435ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/900435ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue des sciences de l'éducation

ISSN

0318-479X (print)

1705-0065 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Roy-Poirier, J. (1984). Influences françaises et ontariennes sur l'éducation agricole nord-américaine. *Revue des sciences de l'éducation*, 10(1), 43-53. <https://doi.org/10.7202/900435ar>

Article abstract

In this paper the author outlines the important influence which Ontario exerted on the development of North American agricultural extension. A study of official documents, among which are those published by the Minister for Agriculture, shows that Ontario appears to be the model of the system of agricultural agents in North America, that the Ontario model was influenced by one already existing in France, and that agricultural specialists are the foundation of agricultural extension in North America.

# Influences françaises et ontariennes sur l'éducation agricole nord-américaine

Jeannine Roy-Poirier\*

**Résumé** — L'auteure souligne l'influence importante de l'Ontario sur le développement de l'éducation agricole nord-américaine. Une étude de documents officiels, entre autres du ministère de l'Agriculture, fait ressortir que l'Ontario figure comme le parangon du système d'agents agricoles en Amérique du Nord, que le modèle ontarien est emprunté à la France et que les spécialistes en agriculture se situent à la base de l'éducation agricole en Amérique du Nord.

**Abstract** — In this paper the author outlines the important influence which Ontario exerted on the development of North American agricultural extension. A study of official documents, among which are those published by the Minister for Agriculture, shows that Ontario appears to be the model of the system of agricultural agents in North America, that the Ontario model was influenced by one already existing in France, and that agricultural specialists are the foundation of agricultural extension in North America.

**Resumen** — La autora hace resaltar la importante influencia de Ontario en el desarrollo de la educación agrícola norteamericana. Un estudio de documentos oficiales, entre otros del ministerio de la Agricultura, destaca que Ontario figura como el prototipo del sistema de agentes agrícolas en América del Norte, que el modelo ontariense fue prestado de Francia y que los especialistas en agricultura se sitúan a la base de la educación agrícola de Norteamérica.

**Zusammenfassung** — Die Verfasserin unterstreicht den bedeutenden Einfluss der kanadischen Provinz Ontario auf die Entwicklung der Landwirtschaftsbildung Nordamerikas. Aus dem Studium offizieller Akten, u.a. aus dem Landwirtschaftsministerium, geht hervor, dass Ontario als Muster und Vorbild des Systems der Ausbildungsträger im Landwirtschaftswesen Nordamerikas gilt, dass das ontarische Leitbild aus Frankreich stammt, und dass die Landwirtschaftsfachleute das Herzstück der nordamerikanischen landwirtschaftlichen Ausbildung sind.

Depuis quelques années, des éducateurs canadiens se sont intéressés de façon particulière à la découverte de nos sources historiques en éducation. En avril 1979, J. Roby Kidd prononçait un important discours intitulé « Some Preliminary Notes Concerning an Enquiry into the Heritage of Canadian Adult Education »<sup>1</sup>, dans le cadre d'un colloque tenu à l'Université de la Colombie-Britannique et portant sur le thème « Adult Education in Canada: A Comparative Examination of Historic Roots, Policy Development and Present Systems, set in the Canadian Context ».

Sur la scène nord-américaine, les dirigeants et participants de l'Adult Education Research Conference consacrent depuis deux ans une partie de leur congrès à la présentation de textes en recherche historique. On cherche à connaître le passé de

\* Roy-Poirier, Jeannine: coordonnatrice, Université d'Ottawa.

groupes défavorisés, de groupes minoritaires, de personnages secondaires<sup>2</sup>. On veut identifier des modèles, des approches convenables à l'étude de l'histoire en éducation des adultes<sup>3</sup>.

Revenons au discours de Kidd. Entre autres, il prononçait les paroles suivantes :

Influences did come again and again and increasingly from the United States... agricultural extension, university extension, study groups, chatauqua, but careful analysis of these and other programs will indicate that while the chief organizers in Canada did know of somewhat similar programs in the United States, the form and character and content of the programs here were not as found elsewhere<sup>4</sup>.

Cette citation de Kidd laisse entrevoir les points suivants. D'une part, il identifie l'éducation agricole (agricultural extension) comme étant un des modèles importants de l'éducation des adultes. D'autre part, il semble reconnaître que les Américains aient exercé une forte influence dans le domaine de l'éducation agricole. Nous reconnaissons cette influence de l'éducation agricole américaine surtout par l'entremise des «land grant colleges» ainsi que des Farmers' Institutes. Cependant nous nous posons la question suivante : existe-t-il d'autres influences qui éclairciraient davantage l'origine du mouvement de l'éducation agricole au Canada, voire en Amérique du Nord ?

Dans son discours, Kidd note aussi l'absence d'études portant sur les influences et l'origine des modèles en éducation des adultes :

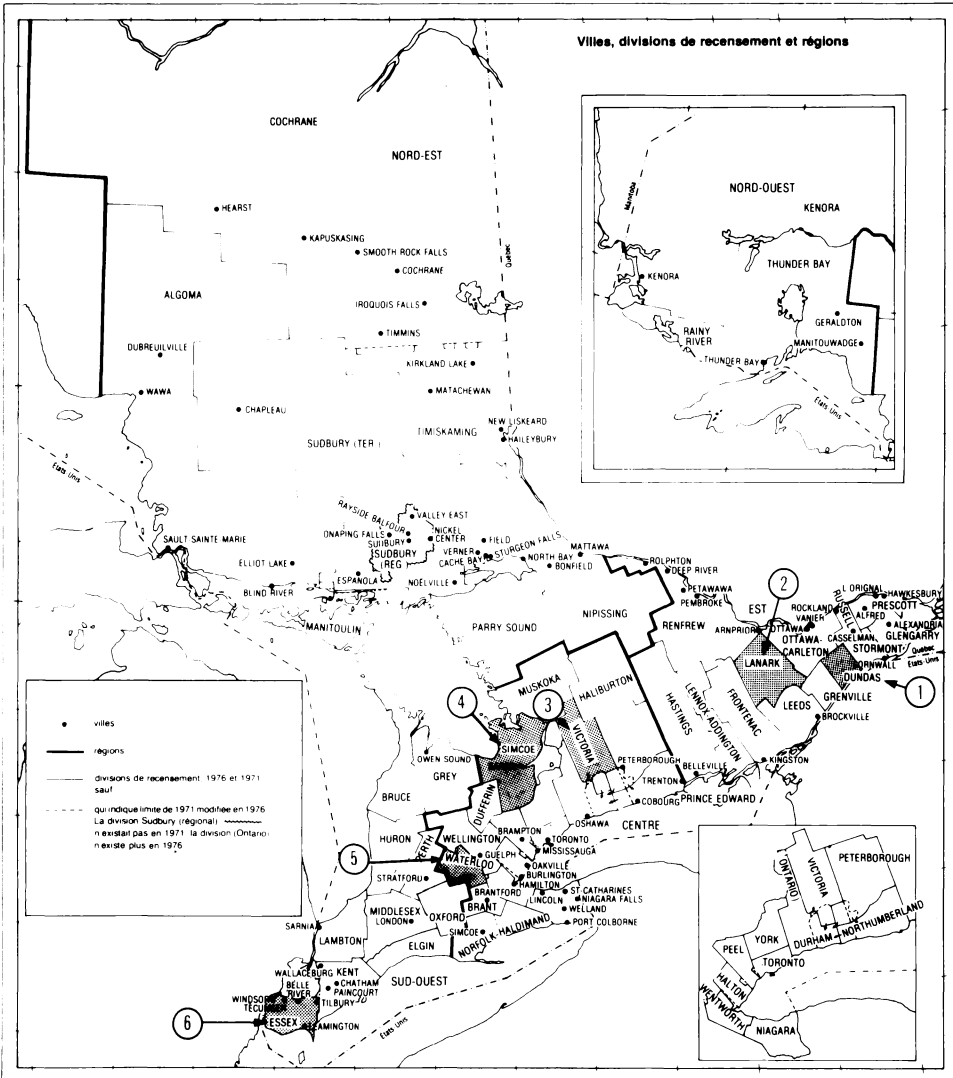
No study has dealt in much detail with these influences, either nationally or provincially, where the main impact was found<sup>5</sup>.

Notre étude tente de préciser un peu plus les influences majeures qui ont contribué au développement de l'éducation agricole nord-américaine. En utilisant cette découverte comme exemple, nous espérons pousser plus loin la frontière du savoir historique en éducation des adultes.

#### *Les documents*

Pour dégager les influences que nous cherchions, nous avons eu recours à la méthode historique. Nous avons utilisé des documents fournis par les organismes suivants. Les bureaux agricoles de Stormont, Dundas et Glengarry (trois comtés de l'Est ontarien) nous ont fourni les rapports annuels d'agents agricoles. Les Archives ontariennes à Toronto, nous ont donné accès aux rapports de sociétés agricoles telles que les *Farmers' Institutes*. MacDonald College de Ste-Anne-de-Bellevue et l'Université de Guelph, Guelph, Ontario nous ont facilité la tâche de découvrir les thèses, les écrits scientifiques sur l'éducation agricole. Statistiques Canada à Ottawa nous ont fourni des données importantes sur la population agricole de l'époque. Ce sont les mêmes documents, ainsi que de nombreux documents du ministère de l'Agriculture

de l'Ontario, qui ont servi à l'élaboration d'une recherche réalisée par l'auteure en 1983<sup>6</sup>. Notre texte s'est surtout inspiré du document du fondateur de l'éducation agricole ontarienne, C.C. James.



G. Vallières & M. Villemure, *Atlas de l'Ontario français*, Montréal, Paris, Éditions Études Vivantes, 1981.

À l'étude des documents, trois points ressortent: l'Ontario figure comme le parangon du système d'agents agricoles en Amérique du Nord; le modèle ontarien

est emprunté à la France; les spécialistes en agriculture se situent à la base de l'éducation agricole en Amérique du Nord.

*L'Ontario et le système d'agents agricoles*

Le premier système d'agents agricoles subventionné par l'État est établi en Ontario :

Ontario was the first province or state on the continent to adopt the policy of stationing young men trained in agriculture in local districts to full time service to farmers and the farming industry<sup>7</sup>.

L'année 1907 émerge brillamment dans les annales de l'histoire agricole<sup>8</sup>. En effet, en Ontario six agents agricoles sont choisis pour desservir diverses parties de la province: W.A. Munro, le comté de Dundas; R.S. Hamer, le comté de Lanark; F.H. Reed, le comté de Victoria; R.E. Mortimer, le comté de Simcoe; E.C. Hart, le comté de Waterloo et A. McKenney, le comté de Essex<sup>9</sup>.

Il semblerait que cette expérience mise sur pied par l'effort conjoint des départements ontariens de l'agriculture et de l'éducation ait ouvert les portes au mouvement de l'éducation agricole au Canada et en Amérique du Nord.

As nearly as can be ascertained, this was the first attempt to carry out organized extension work on the North American continent<sup>10</sup>.

Notre intention n'est pas de retracer le mouvement de l'éducation agricole dans toutes les provinces du Canada. Bien que la profession d'agent agricole ne soit apparue officiellement au Québec qu'en 1913 sous l'impulsion directe de l'État, quelques antécédents méritent d'être soulignés. Signalons l'affiliation de l'Institut agricole d'Oka à l'Université de Montréal<sup>11</sup>, au Québec, le 26 mars 1880. Cette affiliation a eu lieu à la demande du ministère de l'Agriculture québécois, des missionnaires agricoles et du Conseil de l'Instruction publique. Il semblerait alors que l'affiliation de l'Institut d'Oka à l'Université de Montréal ait provoqué l'organisation de stages d'études pour adultes, d'une durée de deux à six semaines, et la mise sur pied d'un service de renseignements pour agriculteurs<sup>12</sup> au Québec.

En 1912, le gouvernement fédéral accorde la somme de 500,000 \$ aux provinces afin de favoriser l'éducation agricole. Le 6 juin 1913, les législateurs fédéraux adoptent une politique par voie de l'*Agricultural Instruction Act* qui prévoit remettre dix millions de dollars aux provinces au cours d'une période de dix ans<sup>13</sup>. Pour administrer ce nouveau projet, l'Honorable Martin Burrell, ministre de l'Agriculture au gouvernement fédéral nomme C.C. James commissaire.

En 1913, l'Honorable J.E. Caron, ministre québécois de l'Agriculture nomme les cinq premiers agronomes officiels: Raphaël Rousseau (Bagot et Drummond), Henri Cloutier (Rouville et Iberville), Abel Raymond (Bellechasse et Dorchester), Jean-Charles Magnan (Portneuf et Champlain) et Alphonse Roy (Montmorency et Québec)<sup>14</sup>. À cet effet, Bruno Jean souligne:

Retenons le fait que cette profession apparaît « officiellement » au Québec en 1913 sous l'impulsion directe de l'État qui engage, à ce titre, les cinq premiers « agronomes officiels »<sup>15</sup>.

Dans l'intervalle, quelques pionniers du mouvement d'éducation continue américain, entre autres Seaman A. Knapp, essaient de décentraliser vers les comtés l'éducation agricole aux États-Unis. Pour sa part, Knapp établit, en 1902, quelques fermes de démonstration dans les États du Sud, particulièrement en Louisiane. Malgré l'appui gouvernemental qu'elle reçoit, cette tentative ne réussit pas à impliquer directement les fermiers : « These farms were operated under government subvention without the direct, active participation of the farm people »<sup>16</sup>.

En 1906, l'État du Texas retient les services d'un agent, dans la personne de W.C. Stallings<sup>17</sup>. En 1908, Knapp recommande l'expansion de ce mouvement dans tous les comtés<sup>18</sup>. À Binghamton, dans l'État de New-York, le premier agent agricole du Nord-Est américain est nommé le 11 mars 1911<sup>19</sup>. Ces agents ne relèvent pas de l'entremise d'un bureau central, mais sont plutôt parrainés par divers organismes publics et privés.

Au cours des années, le mouvement américain progresse et évolue. Il aboutit enfin en 1914 à la création d'un système fédéral organisé pour promouvoir l'éducation en agriculture et en sciences domestiques :

Slowly the possibility and opportunity for a nationwide, out-of-school educational system was developing. Slowly sentiment crystallized for Federal support for such a system. This sentiment resulted in the passage of the Smith-Lever Act in 1914, which authorized Cooperative Extension work in agriculture and home economics<sup>20</sup>.

Il semblerait alors que les commentaires de Eagles et de McLoughrey, soutenant que l'Ontario est le pionnier nord-américain en éducation agricole organisée, aient un peu de crédibilité. En effet, McLoughrey précise que l'interaction des délégations américaines et ontariennes a facilité la création du système de l'éducation agricole aux États-Unis :

A start had been made in one of the southern states where Dr. Seaman A. Knapp had started demonstrational work with farmers and had a number of senior farmers paid to help him. From this beginning the County Agent work developed in the South. Other states in the United States sent representatives in Ontario to study our system and to some extent patterned their work after ours<sup>21</sup>.

L'Ontario apparaît comme innovateur de l'éducation agricole sur le continent nord-américain. Ainsi est remis en question l'énoncé de Kidd qui semble attribuer uniquement aux Américains une forte influence sur l'éducation agricole nord-américaine.

*L'influence française sur le modèle ontarien*

En 1906, le Dr C.C. James, Sous-Ministre de l'Agriculture en Ontario prépare et soumet au Ministre, l'Honorable Nelson Monteith, un mémorandum<sup>22</sup> qui décrit son plan pour l'éducation agricole en Ontario :

The undersigned begs to submit for consideration a plan that proposes to assist in the introduction of the teaching of Agriculture in the High Schools of Ontario and at the same time greatly expand and materially improve the work of the Department of Agriculture<sup>23</sup>.

Le modèle qui sert en 1906 à préciser les buts de l'éducation agricole en Ontario est emprunté à la France. Le Dr C.C. James, à qui revient le mérite d'avoir mis sur pied le projet en Ontario<sup>24</sup> était en quête d'un modèle qui aurait fait ses preuves ailleurs. Heureux de pouvoir informer le ministre de la découverte d'un tel prototype, il écrit, « The question may now be added as to whether there is anywhere anything to guide us as an example of such work . »<sup>25</sup>

James précise qu'en 1879, le gouvernement français promulguait une loi qui prévoyait la nomination d'un professeur en agriculture dans chacun des quatre-vingt-sept départements de la France. Choisis à la suite d'un concours, ces hommes assumaient des responsabilités de nature variée.

En premier lieu, ils enseignent l'agriculture dans les institutions d'instruction publique, y compris les écoles normales. Deuxièmement, ils organisent des conférences dans les districts ruraux de la France. En plus, ils s'engagent à exécuter les travaux requis par le ministère de l'Agriculture français.

Un aspect particulier pique l'intérêt de James. Le financement du projet en France est partagé par deux ministères: l'agriculture et l'instruction publique. Ce modèle décentralisé et subventionné par l'État plaît à James, qui à son tour désire le transposer sur le sol canadien et particulièrement celui de l'Ontario.

Les dimensions empruntées à la France et transposées sur le sol ontarien sont les suivantes. D'une part, le système français est subventionné par l'État, premier facteur qui plaît à James. Sous ce système les agents agricoles sont des salariés de l'État et ne sont pas rémunérés par des organismes privés. D'autre part, le projet est parrainé par les départements de l'agriculture et de l'éducation. Le service offert par l'effort conjoint de ces deux départements est décentralisé, c'est-à-dire que l'on prévoit la création d'un bureau agricole dans chacun des comtés de la province.

Grâce au document de C.C. James, fondateur de l'éducation agricole en Ontario, nous relevons l'influence française sur l'éducation agricole de cette province.

*Les spécialistes en agriculture*

À l'instar des autorités agricoles de la France, James prévoit établir dans chaque comté de l'Ontario, des personnes spécialisées en agriculture.

Il exprime ainsi sa vision du projet: «The ideal organization of the Department will be to have a specialist, an agent, a trained Agriculturist located in every county or district of the Province...»<sup>26</sup>. Le succès de ce projet dépend d'un choix judicieux qui ne néglige ni l'initiative, ni l'entregent ni la compétence des spécialistes agricoles. Quant à la compétence, James s'en remet à l'Ontario Agricultural College: «Where would we get these men? Naturally, among the graduates of the Ontario Agricultural College»<sup>27</sup>.

En 1874, la fondation d'un collège d'agriculture donne un élan important à l'éducation dans ce secteur. Située près du village de Guelph, cette institution sert à instruire les jeunes hommes qui choisissent une carrière reliée à la ferme. Les objectifs de formation et d'expérimentation agricoles sont ainsi indiqués:

... the College was established with two objects: 1) to train young men in the science and art of improved husbandry, 2) to conduct experiments and publish the results<sup>28</sup>.

Établi et financé par l'État, le Collège de Guelph offre à l'époque une variété de cours pour les fermiers: des séances intensives en horticulture, l'évaluation des bestiaux et des graines de semence...

En plus, il offre un cours spécialement préparé pour les fils de fermiers, un programme de deux ans, qui inclut: des matières agricoles, des sciences pures et appliquées, l'anglais et les mathématiques.

Un troisième cours plus spécialisé offre une formation plus complète. L'admission à ce programme de quatre ans est contingentée et fait suite au diplôme de deux ans<sup>29</sup>. Ce dernier cours remplit les exigences pour devenir agent agricole en Ontario.

Malgré la diversité des cours et des programmes offerts, le Collège de Guelph ne réussit pas à s'intégrer à la vie agricole de l'Ontario. Les fermiers ne sont pas touchés et se méfient de tout changement dans le domaine agricole. Dès le début de son mandat, le Président Mills fait part de l'attitude négative et méfiante des cultivateurs:

I was not long in the position which I now occupy till I saw very clearly that the O.A.C. was not reaching the farmers of Ontario. Most of the professors were unknown throughout the Province... Some farmers were looking at the College through political spectacles, and could see nothing good in it... The great majority had little faith in our work<sup>30</sup>.

La centralisation de l'éducation agricole au Collège de Guelph ne semble pas répondre aux besoins d'une population qui manque de motivation à apprendre et à changer.



En 1906, James cherche donc à décentraliser l'éducation agricole par l'établissement d'un service d'agents agricoles mis sur pied par l'État et dont le but est de desservir les fermiers dans leurs comtés.

De quelle façon James perçoit-il le rôle et les fonctions de ces agents d'apprentissage ? Dans son plan, il situe ces professeurs au cœur de chaque organisme agricole à titre de force dirigeante et de moteur. « This local representative would be the moving or directing spirit of every agricultural organization »<sup>31</sup>.

James entrevoit une diversité de fonctions que devront remplir les spécialistes agricoles : aider les fermiers à mettre sur pied et à diriger des projets d'amélioration agricole, inspecter, enseigner, aviser, diagnostiquer les maladies végétales, faire rapport de la situation aux autorités et renseigner le département de l'agriculture des conditions dans leur région. Spécialistes en connaissances agricoles, ils doivent pouvoir convertir leur expertise selon les exigences qui leur sont soumises :

In a dairy district, this man should be a specialist in dairying, in a fruit-growing district, a specialist in agriculture, and so on for all sections<sup>32</sup>.

En plus, ils doivent servir de lien, d'agent de liaison entre le département de l'agriculture, le collège d'agriculture (Ontario Agricultural College) et les fermiers de leur région.

James précise davantage les fonctions de ces spécialistes agricoles. Leaders dans leurs milieux, ils dirigent et supervisent les activités de divers organismes : les sociétés agricoles (*Agricultural Societies*), les *Farmers' Institutes*, les sociétés d'horticulture (*Horticultural Societies*), et les clubs de fermiers (*Farmers' Clubs*). Ces agriculteurs prévoient les besoins de leurs régions, et transmettent les renseignements au bureau central qui, à son tour, doit les assister dans leur œuvre éducative.

Le projet de James met aussi l'accent sur l'autonomie dans le travail et l'éducation permanente des agents agricoles. Étant donné les attentes et l'hétérogénéité des diverses clientèles agricoles dans les comtés, James valorise la qualité d'autonomie du personnel :

The work to be done by these men would, of course largely depend upon themselves, through the Department would direct them, more or less<sup>33</sup>.

En plus, il est sensible à la notion d'éducation permanente qui permet au spécialiste agricole de parfaire constamment ses connaissances et ses habiletés :

He should be expected to go to the Ontario Agricultural College for, say, ten days or two weeks every year to inform himself as to the new work being done<sup>34</sup>.

L'agriculture, selon James, est en évolution constante. Les techniques utilisées sont modifiées et parfois remplacées; les attitudes changent. En ramenant les spécialistes agricoles à Guelph pour un stage annuel d'apprentissage, James démontre qu'il attache de l'importance au progrès.

Le personnage de l'éducation agricole est ainsi identifié: c'est le représentant de district qui servira les citoyens de chaque comté de l'Ontario. Ce titre accordé aux spécialistes agricoles ontariens prend en 1918 l'appellation de représentant agricole (agricultural representative), encore utilisée aujourd'hui. Au Québec lui correspond le titre d'agronome et aux États-Unis d'agent d'éducation agricole (agricultural extension agent).

### Conclusion

D'une part, il existe des influences majeures en éducation agricole nord-américaine autres que les influences américaines déjà identifiées par Kidd, et elles viennent de l'Ontario. En effet, le service d'agents agricoles préconisé par C.C. James en 1906 et mis sur pied dans six comtés de l'Ontario en 1907, constitue un premier essai pour établir un système public et décentralisé d'éducation agricole pour les fermiers de la province.

Sur le continent, ce même genre de service est établi au Québec en 1913, suite à une intervention du gouvernement fédéral. Par l'entremise de l'*Agricultural Instruction Act*, ce dernier prévoit remettre dix millions de dollars aux provinces au cours d'une période de dix ans. Aux États-Unis, une démarche semblable est mise sur pied par voie du *Smith-Lever Act* qui autorise en 1914 l'établissement d'un service public d'éducation agricole.

D'autre part, James précise que le modèle qu'il recommande est emprunté à la France. Soulignons ici que James, fondateur du service d'agents agricoles, ne mentionne aucune influence américaine.

En plus, nous constatons que ces spécialistes en agriculture se situent au départ de l'éducation agricole. Ils constituent le moyen qui permet aux dirigeants provinciaux et nationaux de décentraliser l'éducation agricole et de la rendre accessible aux fermiers dans leurs milieux. En effet, les efforts centralisés de l'Ontario Agricultural College ne réussissent pas à atteindre les fermiers et créent même un esprit de méfiance envers l'éducation agricole. Le rôle des agents agricoles est donc de renverser cette méfiance, en travaillant de près avec les fermiers dans les comtés.

### NOTES

1. Kidd, J. Roby, *Some Preliminary Notes Concerning An Inquiry Into The Heritage of Canadian Adult Education*, Occasional Paper Number 19, Vancouver: Centre for Continuing Education, The University of British Columbia, 1979, p. 14.
2. Davenport, Sue, *History from the Bottom Up*, dans *Historical Foundations of Adult Education, A Bulletin of Research and Information*, vol. 1, no 2, livraison de novembre 1983, p. 2-3.

3. Carlson, Robert A., *Humanistic Historical Research* dans *Changing Approaches to Studying Adult Education*, Huey B. Long, Roger Hiemstra et associés, Jossey-Bass Publishers, 1980, p. 41-49.
4. Kidd, *Op. cit.*, p. 14.
5. *Ibid.*, p. 14.
6. Roy-Poirier, Jeannine, *Le rôle et les fonctions d'agents agricoles dans Stormont, Dundas et Glengarry de 1907 à 1917*, Thèse de Ph.D., Université de Montréal, 1983, 502 p.
7. Blythe, A. Eagles, *Agricultural Extension at the University of British Columbia — Past and Present*, dans *Learning and Society*, édité par J.R. Kidd, Toronto : Canadian Association for Adult Education, Mutual Press Limited, 1963, p. 32.
8. Timothy, Earl E., *The Agricultural Representative in Ontario — His Role in the Changing Agricultural Scene and Problems of Impact on the Total Farming Population*, Mémoire de M.Sc. en Agriculture, University of Toronto, mai 1962, p. 24.  
Baker, Harold Reid, *A Survey of Agricultural Extension Work in Ontario*, Thèse de Ph.D., Cornell University, 1959, p. 3.
9. McLoughrey, E.J., *History of the Extension Branch, 1907-1957*, Toronto : Ontario Department of Agriculture, le 27 juin 1957, p. 7.
10. *Ibid.*, p. 8.
11. Touchette, Claude René, *Évolution des objectifs et des programmes en éducation des adultes à l'Université de Montréal, 1876-1950*, Thèse de Ph.D., Université de Toronto, 1973, p. 98.
12. *Ibid.*, p. 104-105.
13. Dandeno, J.B., *Agricultural Education in Ontario* dans *Agricultural Gazette of Canada*, volume XI, livraison de janvier-février, 1924, no 1, p. 50-51. Dandeno est inspecteur des cours élémentaires agricoles.
14. Létourneau, Firmin, *Histoire de l'Agriculture (Canada français)*, Préface de M. le Chanoine Lionel Groulx, Montréal : Imprimerie Populaire, 1950, p. 253.
15. Jean, Bruno, *Les idéologies éducatives agricoles (1860-1890) et l'origine de l'agronomie québécoise*, Mémoire de Maîtrise en Sociologie, Québec : Université Laval, septembre, 1976, p. 3.
16. Brunner, Edmund de S., et E. Hsen Pao-Yang, *Rural America and the Extension Service, A History and Critique of the Cooperative Agricultural and Home Economics Extension Service*, New York : Bureau of Publications, Teachers' College, Columbia University, 1949, p. 8.
17. Lincoln, David Kelsey, and Cannon Chiles Hearne, *Cooperative Extension Work*, 3<sup>e</sup> édition, Ithaca, New York : Comstock Publishing Associates, 1963, p. 20.
18. Brunner & Pao-Yang, *Op. cit.*, p. 10.
19. Lincoln & Hearne, *Op. cit.*, p. 21.
20. Sanders, H.C., Marjorie B. Arbour, Tom Bourg, Robert C. Clark, Fred P. Frutchey, J.H. Jones Jr., ed., *The Cooperative Extension Service*, Englewood Cliff, New Jersey : Prentice-Hall, 1966, p. 22.
21. McLoughrey, *Op. cit.*, p. 8.
22. Mémorandum de C.C. James, Sous-ministre de l'Agriculture, 1906, à l'Honorable Nelson Monteith, Ministre de l'Agriculture de l'Ontario. Le texte apparaît dans *History of the Extension Branch*, E.I. McLoughrey, p. 2-6.
23. *Ibid.*, p. 2.
24. McLoughrey, *Op. cit.*, p. 1.
25. James, *Op. cit.*, p. 6.
26. *Ibid.*, p. 2.
27. *Ibid.*, p. 4.
28. *Agricultural Education*, Report of a Deputation appointed by the Council of University College, Reading, publié par University College, 1910, p. 20.
29. *Ibid.*, p. 24-25.

30. President Mills of O.A.C., *The Future of the Farmers' Institutes in Ontario*, dans le *Annual Report of the Farmers' Institutes*, 1983, printed in 1894, by order of the Legislative Assembly, Toronto, Warwick & Sons, 68 and 70 Front Street West, p. 45.
31. James, *Op. cit.*, p. 4.
32. *Ibid.*, p. 2.
33. *Ibid.*, p. 3.
34. *Ibid.*, p. 3.